COMPTE RENDU DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL **du 12 juillet 2021**

° ° °

Le 12 juillet deux mille vingt et un à dix-neuf heures, le conseil municipal de la commune de VANDEUIL, s'est réuni à la mairie, sous la présidence de François Mourra, Maire.

Etaient présents : F. Mourra, C. Moreaux, D. Mareigner, I. Chevalier, M. Dubois, G. Novak, V. Panier, F. Servagnat

Excusés : H. Fournaise, C. Gérard, E. Griffon

Secrétaire : M. Dubois

APPROBATION DU PROCES VERBAL :

Le conseil approuve à l'unanimité le procès-verbal de la dernière réunion de conseil.

AVANCEMENT DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE LA PLACE

Le Maire signale que les travaux sont en voie d'achèvement et que la réception a été prononcée. Toutefois, de nombreux points restent encore à régler.

En effet, seulement trois lots ont été réceptionnés, après que les réserves aient été levées :

- Le lot 2 : GENIDEM (démolition)
- Le lot 4 : BATIMENT ASSOCIE (charpente et bardage)
- Le lot 5 : BLANCHARD (électricité)

Les entreprises des autres lots doivent encore réaliser des finitions.

AVENANT 4 AU MARCHE DU BATIMENT ASSOCIE (LOT 1)

Le Maire expose au Conseil Municipal que des travaux modificatifs ont été demandés à l'entreprise LE BATIMENT ASSOCIE concernant les prestations liées à la pose et fourniture des jardinières. Ces dernières n'étant pas conformes au besoin du Maître d'ouvrage, elles ont été refusées.

Cette modification entraîne une moins-value de 4 685,52 € HTVA et porte le montant du marché de l'entreprise LE BATIMENT ASSOCIE à 149 090,34 € HTVA.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal accepte cet avenant et autorise Monsieur le Maire à signer toutes les pièces et documents relatifs à sa mise en œuvre.

POINT FINANCIER

Le Maire fait le point sur les réalisations financières de ce chantier.

Compte tenu des avenants et de l'état de l'avancement du dossier, le marché négocié HT qui s'élevait à 534 188,60 € a pu être ramené à 526 980,03 €, soit une diminution de 1,35%.

Il indique qu'il a constitué les dossiers de demande de paiement des subventions auprès de partenaires financiers, à savoir :

- ETAT (DETR) :	99 000 €	(un acompte de 29 991 € a déjà été versé)
- REGION :	80 000 €	
- GRAND REIMS :	68 000 €	
- FCTVA :	100 077 €	
- Soit un total de	317 077 €	

VITRAUX DE L'EGLISE

Comme prévu, le Maître verrier effectue actuellement la pose des vitraux dans l'église.

Il a déjà placé 6 vitraux représentant la genèse. Il invite les conseillers intéressés à venir le rencontrer lors de ces travaux qui s'achèveront fin juillet.

Le Maire indique qu'il rédigera une signalétique explicative des thèmes développés.

VIDEOSURVEILLANCE

Comme convenu lors du précédent conseil, le Maire explique qu'il a pris contact avec le SIEM, qui propose aux collectivités intéressées d'assurer la délégation de la maîtrise d'ouvrage du dossier de la vidéosurveillance.

Le SIEM a réalisé une étude qui s'appuie sur les préconisations de la gendarmerie et dont les résultats peuvent se résumer en deux options :

- *Scénario 1 :*

Les lieux surveillés seraient :

- l'aire de loisirs de la Place Sainte-Philomène

Une caméra multi capteur de contexte, installée sur un mât de 8m à l'angle du mûr et de l'escalier desservant l'esplanade, permettrait de surveiller 3 points particuliers : l'aire de jeux avec terrain de pétanque, le baby-foot, et la sente de la Victoire

- l'esplanade, Place Sainte-Philomène, l'église et ses abords
- la salle des fêtes, et l'atelier municipal.

- *Scénario 2 :*

Les lieux concernés seraient les mêmes que précédemment, mais auxquels seraient ajoutées des caméras de lectures des plaques d'immatriculation des véhicules surveillant :

- l'entrée par la rue de Serzy :
- l'entrée par la rue d'Irval
- l'entrée par la rue Saint Vincent

Les chiffrages de ces deux scénarios sont estimés respectivement à 24 700 € HT et à 61 800 € HT.

Lors de la discussion qui s'ensuit, le conseil s'interroge sur deux points :

- l'impossibilité de surveiller l'accès par la route d'Irval, au niveau du château, faute d'alimentation électrique publique nécessaire ;
- l'opportunité de surveiller l'accès par la rue de la mairie, du côté du chemin de l'association foncière.

Plusieurs possibilités de subventions seraient à envisager pour financer ce projet (Conseil Régional, SETR, Grand Reims...). Le conseil charge le Maire de contracter avec le SIEM pour présenter les éléments financiers lors d'un prochain conseil.

ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Le Maire rappelle que ce sujet est de la **compétence** de la Communauté Urbaine du Grand Reims. Et que la commune n'est pas autorisée à financer un tel équipement. Il donne lecture du courrier de l'Agence de l'eau, transmis par la Présidente. L'agence de l'eau explique que « pour les communes de Caurel, Magneux, Pomacle et Vandeuil, il n'a pas été identifié d'impact environnemental avéré permettant de considérer que les projets d'assainissement sont prioritaires ».

PROJET D'AMENAGEMENT D'UN CHEMIN RURAL COMMUNAL

Le Maire indique qu'il a rencontré le Président de l'association foncière, en présence des adjoints. Celui-ci a exposé qu'il envisageait d'aménager le chemin de Paris sur la partie appartenant à l'association foncière et souhaiterait que la commune en fasse de même sur le tronçon la concernant. Le montant de cette opération s'élèverait à 5 100 € HT environ. Ce projet sera examiné lors du prochain budget.

De plus, il a indiqué qu'il projetait de mettre en place une signalétique à l'entrée des chemins de l'association foncière, signalant l'aspect privé de ces chemins, de manière à dégager la responsabilité de l'association, en cas d'accident.

QUESTIONS DIVERSES

Mr Moreaux signale qu'il serait utile de réserver le stationnement du parking du cimetière uniquement aux visiteurs qui viennent se recueillir sur les tombes.

Mr Dubois indique que, de nombreuses fois, il a constaté que des habitants garaient très souvent leur véhicule sur des places en stationnement interdit, rue Saint Vincent, Il propose que les gendarmes soient avertis pour qu'ils puissent verbaliser ces infractions.

Le Maire indique que lors des conseils d'école, les enseignants et les représentants des parents d'élèves se plaignent régulièrement des infractions au stationnement aux abords de l'école. Ils demandent également l'intervention des gendarmes.

Le Maire regrette ces incivilités et se propose de le signaler dans le bulletin pour mettre en garde les habitants. Si cette démarche s'avérait sans succès, il suggère d'inviter le commandant de la brigade de Fismes pour en tirer les conclusions.